

De algemene documenten en de boekingsstukken die nodig zijn voor de controle op het gebruik van de subsidie, worden door de gemeente ter beschikking gesteld van het Gewest of van elke andere door hem gemachtigde persoon, alsmede van het Rekenhof.

Het niet-gerechtigde subsidiegedeelte, opgenomen in de overeenkomstig de bepalingen van dit artikel vastgestelde rekeningen, wordt vóór 31 oktober van het volgende jaar aan het Gewest terugbetaald.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 7. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME



F. 99 — 2894

[C — 99/27665]

10 JUIJN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant les articles 279 à 283 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 11, modifié par le décret du 6 mai 1999;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur depuis le 1^{er} mars 1998 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par l'entrée en vigueur du décret du 6 mars 1999 susvisé et par l'arrêt n°74.949 du 3 juillet 1998 rendu par la section d'administration du Conseil d'Etat; à défaut, en effet, il ne peut être statué sur toute demande d'agrément d'un auteur de projet en vue de la révision ou de l'élaboration d'un plan communal d'aménagement, d'un schéma de structure communal ou d'un règlement communal d'urbanisme;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre *Vibis* du titre premier du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, contenant les articles 279 à 283, insérés par l'arrêté du 5 mars 1998, est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE *Vibis*. — Des conditions dans lesquelles une personne physique ou morale ou une association de personnes physiques peut être chargée de l'élaboration, de la révision ou de la modification des plans d'aménagement des schémas et des règlements d'urbanisme.

Art. 279. La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, est agréée pour l'élaboration, la révision ou la modification du schéma de développement de l'espace régional, des plans de secteur, des règlements régionaux d'urbanisme et des plans communaux d'aménagements visés à l'article 55.

Art. 280. Une personne physique ou morale ou une association de personnes physiques peut être chargée de l'élaboration, de la révision ou de la modification d'un plan communal d'aménagement, d'un schéma de structure communal ou d'un règlement communal d'urbanisme à la condition d'être préalablement agréée par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions sur avis de la commission d'agrément visée à l'article 281. La personne privée visée, physique ou morale, ne peut avoir aucun intérêt personnel direct ou indirect à la mise en œuvre dudit document. La qualité de personne agréée perdure toute la durée de l'élaboration du document.

En cas de non-respect de ces dispositions, aucun document visé à l'alinéa 1^{er} ne peut être approuvé, adopté ou délivré par l'autorité compétente.

Un agrément distinct est octroyé par catégorie :

1° pour les plans communaux d'aménagement;

2° pour les schémas de structure communaux et les règlements communaux d'urbanisme.

L'agrément est octroyé pour une durée de quatre ans prenant cours à la date de notification de l'agrément.

Art. 281. Il est institué une commission d'agrément compétente pour rendre un avis sur les demandes d'agrément. La commission d'agrément est composée de six spécialistes en aménagement du territoire et d'urbanisme nommées par le Gouvernement au sein de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire sur la base d'une liste de douze noms qu'elle représente de manière telle que chacune de ses sections y soit représentée par quatre membres.

Les membres de la commission d'agrément élisent un président en leur sein.

La commission d'agrément arrête un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 282. § 1^{er}. L'agrément pour l'élaboration, la révision ou la modification de plans communaux d'aménagement est accordé :

1° à toute personne physique dont la formation ou l'expérience utile au regard des objectifs d'aménagement et d'urbanisme qu'énonce l'article 1^{er}, § 1^{er}, est appréciée positivement par la commission d'agrément visée à l'article 281;

2° à toute personne morale ou toute association de personnes physiques qui compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins une personne physique remplissant les conditions énoncées au 1° et liée avec elle par une convention dont la durée est au moins égale à celle de l'agrément; le nom de cette personne figure sur tous les documents produits; la personne morale a dans son objet social les matières relatives à l'aménagement du territoire ou à l'urbanisme.

§ 2. L'agrément pour l'élaboration, la révision ou la modification de schémas de structure communaux et de règlements communaux d'urbanisme est accordé à toute personne morale ou toute association de personnes physiques ayant dans son objet social les matières relatives à l'aménagement du territoire ou à l'urbanisme et qui peut faire la

preuve qu'elle dispose d'une équipe présentant des compétences complémentaires dans les disciplines relatives à l'urbanisme, l'aménagement du territoire, l'architecture et l'environnement.

Le responsable de cette équipe remplit la condition visée au § 1^{er} 1° et justifie, sur production de schémas de structure communaux ou de règlements communaux d'urbanisme élaborés par lui, d'une expérience utile au regard des objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme qu'énonce l'article 1^{er}, § 1^{er}. Il est en outre lié avec la personne morale ou l'association de personnes physiques par une convention dont la durée est au moins égale à celle de l'agrément. Le nom du responsable de l'équipe figure sur tous les documents produits.

Art. 283. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale ou toute association de personnes physiques n'ayant pas fait l'objet d'un retrait d'agrément durant la période précédente d'agrément peut obtenir le renouvellement de son agrément aux conditions suivantes :

1° pour les plans communaux d'aménagement :

a) remplir les conditions visées à l'article 282, § 1^{er}; toutefois, les plans ou projets produits sont ceux élaborés par elle durant la période de son agrément;

b) justifier de sa participation ou de celle de son personnel ou de ses collaborateurs à des séminaires, colloques, cours ou autre formation en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire durant la période de son agrément;

2° pour les schémas de structure communaux et les règlements d'urbanisme :

a) remplir les conditions visées à l'article 282, § 2; toutefois, les schémas et règlements produits sont ceux élaborés par elle durant la période de son agrément;

b) justifier de la participation de son personnel ou de ses collaborateurs à des séminaires, colloques, cours ou autre formation dans les disciplines visées à l'article 282, § 2, durant la période de son agrément;

§ 2. La personne physique ou morale ou l'association de personnes physiques qui n'a pas obtenu le renouvellement de son agrément ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'après un délai fixé dans sa décision par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Art. 283/1. La demande d'agrément ou le renouvellement d'agrément adressée au Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions est introduite par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Elle est accompagnée des titres ou références visés, selon le cas, par l'article 282 ou 283. Elle précise la catégorie pour laquelle l'agrément est sollicité.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine transmet le dossier de demande d'agrément à la commission d'agrément visée à l'article 281 dans les dix jours de sa réception. La commission d'agrément émet son avis dans les quarante jours de l'accusé de réception du dossier et en adresse une copie au demandeur; à défaut d'avis exprès, l'avis est réputé favorable.

La décision du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est notifiée au demandeur par la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine dans les septante-cinq jours de l'accusé de réception de la demande.

Art. 283/2. § 1^{er}. Le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions peut procéder au retrait de l'agrément lorsque le titulaire ne respect pas les obligations qui lui sont imposées par le présent Code.

§ 2. Lorsque le plan communal d'aménagement, le schéma de structure communal ou le règlement d'urbanisme élaboré par une personne agréée ne lui paraît pas conforme aux règles de l'art ou constitue un document de qualité médiocre au regard des objectifs visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions le constate dans un avertissement qu'il notifie à cette personne.

Si la même constatation est faite au sujet d'un document ultérieur, le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions peut procéder au retrait de l'agrément.

§ 3. Avant toute décision de retrait, la commission d'agrément visée l'article 281 est consultée. Elle rend son avis dans les délais qui lui sont impartis par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité de faire valoir ses observations.

§ 4. Toute personne physique ou morale ou toute association de personnes physiques qui a fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'après un délai fixé dans la décision de retrait par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Art. 283/3. Toutes les décisions en matière d'agrément, de renouvellement d'agrément ou de retrait d'agrément sont publiées, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 283/4. Les personnes physiques et les personnes morales agréées sur la base de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 avril 1990 conservent le bénéfice de cet agrément pendant un délai de dix-huit mois à dater du 13 mars 1998, même si cet agrément expire pendant cette période.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur du décret du 6 mai 1999 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2894

[C — 99/27665]

10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ersetzung der Artikel 279 bis 283 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 11, in seiner durch das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten am 1. März 1998 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Inkrafttreten des obenerwähnten Dekrets vom 6. März 1999 und durch das von der Verwaltungsabteilung des Staatsrates verkündete Urteil Nr. 74.949 vom 3. Juli 1998; mangels dessen kann nämlich über keinen Antrag auf die Zulassung eines Projektautors für die Revision oder die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans, eines kommunalen Strukturschemas oder einer kommunalen Städtebauordnung entschieden werden;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
Beschließt:

Artikel 1 - Kapitel VI bis von Titel IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, das die durch den Erlass vom 5. März 1998 eingefügten Artikel 279 bis 283 enthält, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

« KAPITEL VI bis — Bedingungen, unter denen eine natürliche oder juristische Person oder eine Vereinigung von natürlichen Personen mit der Erstellung, der Revision oder der Abänderung der Raumordnungspläne, der Schemen und Städtebauordnungen beauftragt werden darf

Art. 279 — Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, wird für die Erstellung, die Revision oder die Abänderung des Entwicklungsplanes des regionalen Raums, der Sektorenpläne, der regionalen Städtebauordnungen und der in Artikel 55 erwähnten kommunalen Raumordnungspläne zugelassen.

Art. 280 — Eine natürliche oder juristische Person oder eine Vereinigung von natürlichen Personen kann mit der Erstellung, der Revision oder der Abänderung eines kommunalen Raumordnungsplans, eines kommunalen Strukturschemas oder einer kommunalen Städtebauordnung beauftragt werden, wenn sie nach Ausstellung eines Gutachtens des in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschusses von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, zugelassen worden ist.

Die betroffene privatrechtliche natürliche oder juristische Person darf weder ein unmittelbares noch ein mittelbares Interesse an der Durchführung des besagten Dokuments haben.

Die Eigenschaft als zugelassene Person bleibt während der gesamten Dauer der Erstellung des Dokuments erhalten.

Bei Nichteinhaltung dieser Bestimmungen darf kein in Absatz 1 erwähntes Dokument durch die zuständige Behörde genehmigt, angenommen oder erteilt werden.

Je Kategorie wird eine getrennte Zulassung erteilt:

1° für die kommunalen Raumordnungspläne;

2° für die kommunalen Strukturschemen und die kommunalen Städtebauordnungen.

Die Zulassung wird für eine Frist von vier Jahren gewährt, die ab dem Tage der Zustellung der Zulassung läuft.

Art. 281 — Es wird ein Zulassungsausschuss errichtet, der zuständig ist, um ein Gutachten über die Zulassungsanträge abzugeben. Der Zulassungsausschuss besteht aus sechs Sachverständigen auf dem Gebiet der Raumordnung und des Städtebaus, die durch die Regierung innerhalb des Regionalausschusses für Raumordnung auf der Grundlage einer Liste von zwölf Namen ernannt werden, wobei diese Liste vom Regionalausschuss so unterbreitet wird, dass jede seiner Sektionen durch vier Mitglieder vertreten wird.

Die Mitglieder des Zulassungsausschusses wählen einen Vorsitzenden aus ihrer Mitte.

Der Zulassungsausschuss erlässt eine allgemeine Dienstordnung, die der Regierung zur Genehmigung unterbreitet wird.

Art. 282 — § 1. Die Zulassung für die Erstellung, die Revision oder die Abänderung von kommunalen Raumordnungsplänen wird folgenden Personen gewährt:

1° jeder natürlichen Person, deren Ausbildung oder nützliche Erfahrung im Hinblick auf die in Artikel 1, § 1 genannten Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus von dem in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschuss günstig bewertet wird;

2° jeder juristischen Person oder jeder Vereinigung von natürlichen Personen, die unter ihrem Personal oder ihren Mitarbeitern mindestens eine natürliche Person zählt, die den in Punkt 1° erwähnten Bedingungen erfüllt und mit ihr durch eine Vereinbarung gebunden ist, deren Dauer mindestens der Dauer der Zulassung entspricht; der Name dieser Person erscheint auf jedem vorgelegten Dokument; die juristische Person hat in ihrem Gesellschaftszweck Angelegenheiten im Bereich der Raumordnung und des Städtebaus zum Gegenstand.

§ 2. Die Zulassung für die Erstellung, die Revision oder die Abänderung von kommunalen Strukturschemen oder kommunalen Städtebauordnungen wird jeder juristischen Person oder Vereinigung von natürlichen Personen gewährt, die in ihrem Gesellschaftszweck Angelegenheiten im Bereich der Raumordnung oder des Städtebaus zum Gegenstand hat, und den Beweis erbringt, dass sie über ein Team verfügt, das sich ergänzende Kompetenzen in den Fachbereichen Städtebau, Raumordnung, Architektur und Umwelt besitzt.

Der Verantwortliche dieses Teams erfüllt die in § 1, 1° erwähnte Bedingung und erbringt durch Vorlage entweder von kommunalen Strukturschemen oder von kommunalen Städtebauordnungen, die er erstellt hat, den Beweis einer nützlichen Erfahrung im Hinblick auf die in Artikel 1, § 1 genannten Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus. Außerdem ist er mit der juristischen Person oder Vereinigung von natürlichen Personen durch eine Vereinbarung gebunden, deren Dauer mindestens der Dauer der Zulassung entspricht. Der Name des Verantwortlichen des Teams erscheint auf jedem vorgelegten Dokument.

Art. 283 — § 1. Jeder natürlichen oder juristischen Person oder Vereinigung von natürlichen Personen, deren Zulassung im Laufe des vorherigen Zulassungszeitraums nicht entzogen worden ist, kann die Zulassung unter den folgenden Bedingungen erneuert werden:

1° für die kommunalen Raumordnungspläne,

a) die in Artikel 282, § 1 erwähnten Bedingungen erfüllen; bei den vorgelegten Plänen und Projekten handelt es sich jedoch um jene, die sie im Laufe ihres Zulassungszeitraums erstellt hat;

b) den Nachweis erbringen, dass sie oder ihr Personal bzw. ihre Mitarbeiter an Seminaren, Kolloquien, Kursen oder anderen Ausbildungen im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung im Laufe ihres Zulassungszeitraums teilgenommen hat bzw. haben;

2° für die kommunalen Strukturschemen und die Städtebauordnungen,

a) die in Artikel 282, § 2 erwähnten Bedingungen erfüllen; bei den vorgelegten Schemen und Ordnungen handelt es sich jedoch um jene, die sie im Laufe ihres Zulassungszeitraums erstellt hat;

b) den Nachweis erbringen, dass ihr Personal bzw. ihre Mitarbeiter an Seminaren, Kolloquien, Kursen oder anderen Ausbildungen in den in Artikel 282, § 2 erwähnten Fachbereichen im Laufe ihres Zulassungszeitraums teilgenommen hat bzw. haben.

§ 2. Die natürliche oder juristische Person oder Vereinigung von natürlichen Personen, deren Zulassung nicht erneuert worden ist, darf einen neuen Zulassungsantrag erst nach Ablauf einer vom Minister der Raumordnung in seiner Entscheidung festgesetzten Frist einreichen.

Art. 283/1 — Der an den Minister der Raumordnung gerichtete Antrag auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung ist per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mit Empfangsbestätigung bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes einzureichen. Diesem Schreiben sind die je nach Fall in Artikel 282 oder 283 erwähnten Titel oder Referenzen beizufügen, wobei anzugeben ist, für welche Kategorie die Zulassung beantragt wird.

Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes übermittelt dem in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschuss die Akte bezüglich des Zulassungsantrags innerhalb von zehn Tagen nach deren Eingang. Der Zulassungsausschuss gibt sein Gutachten innerhalb von vierzig Tagen nach der Empfangsbestätigung der Akte ab und richtet eine Abschrift davon an den Antragsteller. Fehlt ein ausdrückliches Gutachten, so gilt dies als Zustimmung.

Der Beschluss des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird dem Antragsteller innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags durch die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zugestellt.

Art. 283/2 — § 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, kann die Zulassung entziehen, wenn der Inhaber die ihm durch das vorliegende Gesetzbuch auferlegten Verpflichtungen nicht einhält.

§ 2. Ist der Minister der Raumordnung der Ansicht, dass ein durch eine zugelassene Person erstelltes Dokument, sei es ein kommunaler Raumordnungsplan, ein kommunales Strukturschema oder eine kommunale Städtebauordnung, den Regeln der Kunst nicht entspricht oder ein Dokument im Hinblick auf die in Artikel 1, § 1 vorgesehenen Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus von unzureichender Qualität ist, so kann er dies durch einen Verweis feststellen, den er dieser Person zustellt.

Wiederholt sich eine solche Feststellung bei einem späteren Dokument, so kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, den Entzug der Zulassung vornehmen.

§ 3. Vor jeder Entscheidung zum Entzug einer Zulassung wird der in Artikel 281 erwähnte Zulassungsausschuss angehört. Dieser gibt sein Gutachten innerhalb der ihm durch den Minister der Raumordnung auferlegten Frist ab, und nachdem er dem Zulassungsinhaber die Möglichkeit gegeben hat, seine Bemerkungen geltend zu machen.

§ 4. Jede natürliche oder juristische Person oder Vereinigung von natürlichen Personen, deren Zulassung entzogen worden ist, darf einen neuen Zulassungsantrag erst nach einer Frist einreichen, die in der Entzugsentscheidung der Zulassung durch den Minister der Raumordnung festgelegt worden ist.

Art. 283/3 - Jeder Beschluss in Sachen Zulassung, Erneuerung oder Entzug der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise veröffentlicht.

Art. 283/4 - Die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive 5. April 1990 zugelassenen natürlichen und juristischen Personen behalten den Genuss ihrer Zulassung während eines Zeitraums von achtzehn Monaten ab dem 13. März 1998, auch wenn diese Zulassung in diesem Zeitraum fällig wird. »

Art. 2 - Der vorliegende Erlass wird am Tag des Inkrafttretens des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wirksam.

Art. 3 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

VERTALING

N. 99 — 2894

[C — 99/27665]

10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van de artikelen 279 tot en met 283 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 11, vervangen bij het decreet van 6 mei 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding vanaf 1 maart 1998 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, op de inwerkingtreding van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 en op het arrest nr. 74.949 van 3 juli 1998, uitgebracht door de afdeling administratie van de Raad van State; bij gebreke hiervan kan immers niet beslist worden over iedere aanvraag om erkenning van een ontwerper met het oog op de herziening of het opmaken van een gemeentelijk plan van aanleg, van een gemeentelijk structuurplan of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. In Boek IV, Titel I, Hoofdstuk *VIbis* van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de bij besluit van 5 maart 1998 ingevoegde artikelen 279 à 283 vervangen door de volgende tekst :

« **HOOFDSTUK *VIbis*.** — Voorwaarden waaronder een natuurlijke of een rechtspersoon of een vereniging van natuurlijke personen belast kan worden met de opmaak, de herziening of de wijziging van de plannen van aanleg, structuurplannen, en stedenbouwkundige reglementen.

Art. 279. Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, wordt erkend voor de opmaak, de herziening of de wijziging van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, de gewestplannen, de gewestelijke stedenbouwkundige reglementen en de gemeentelijke plannen van aanleg bedoeld in artikel 55.

Art. 280. Om belast te worden met de opmaak, de herziening of de wijziging van een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijk structuurplan of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, moet een natuurlijke of een rechtspersoon, of een vereniging van natuurlijke personen vooraf erkend worden door de Minister van Ruimtelijke Ordening, na advies van de Erkenningscommissie bedoeld in artikel 281. De betrokken privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon mag noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een persoonlijk belang hebben bij de opmaak van die documenten. De erkende persoon behoudt zijn erkenning tijdens de hele duur van de opmaak van het document.

Indien deze bepalingen niet in acht worden genomen, kan geen enkel van de in het eerste lid bedoelde documenten door de bevoegde overheid goedgekeurd, aangenomen of afgeleverd worden.

Er wordt een afzonderlijke erkenning per categorie verleend :

1° voor gemeentelijke plannen van aanleg;

2° voor gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen.

De erkenning wordt verleend voor een periode van vier jaar die begint te lopen vanaf de datum waarop van deze erkenning kennis gegeven wordt.

Art. 281. Er wordt een Erkenningscommissie ingesteld die bevoegd is om advies uit te brengen over de erkenningsaanvragen. De Erkenningscommissie is samengesteld uit zes specialisten inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw die de Regering binnen de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening aanwijst op grond van een lijst van twaalf namen die ze voordraagt zodat elk van haar afdelingen door vier leden vertegenwoordigd is.

De leden van de Erkenningscommissie kiezen een voorzitter uit hun midden.

De Erkenningscommissie maakt een huishoudelijk reglement op dat ze ter goedkeuring aan de Regering voorlegt.

Art. 282. § 1. De erkenning voor de opmaak, de herziening of de wijziging van gemeentelijke plannen van aanleg wordt verleend :

1° aan elke natuurlijke persoon van wie de opleiding of nuttige ervaring i.v.m. de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw zoals bedoeld in artikel 1, § 1 als positief wordt beschouwd door de in artikel 281 bedoelde commissie;

2° aan elke rechtspersoon of elke vereniging van natuurlijke personen die onder het personeel of de medewerkers minstens één natuurlijke persoon telt die aan de in 1° bedoelde voorwaarden voldoet en met wie hij/ze een overeenkomst heeft gesloten waarvan de looptijd minstens gelijk is aan die van de erkenning; de naam van deze persoon moet voorkomen op alle overgelegde stukken; in het maatschappelijk doel van de rechtspersoon moeten de aangelegenheden i.v.m. ruimtelijke ordening en stedenbouw opgenomen zijn.

§ 2. De erkenning voor de opmaak, de herziening of de wijziging van gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen wordt verleend aan elke rechtspersoon of elke vereniging van natuurlijke personen met een maatschappelijk doel waarin de aangelegenheden i.v.m. ruimtelijke ordening en stedenbouw zijn opgenomen en die kan aantonen dat hij/zij beschikt over een ploeg met aanvullende bevoegdheden inzake stedenbouw, ruimtelijke ordening, architectuur en leefmilieu.

De leider van deze ploeg moet voldoen aan de voorwaarde bedoeld in § 1, 1°, en moet aan de hand van door hem opgemaakte gemeentelijke structuurplannen of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen het bewijs leveren van een nuttige ervaring i.v.m. de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw zoals bedoeld in artikel 1, § 1. Bovendien heeft hij/zij met de rechtspersoon een overeenkomst gesloten waarvan de looptijd minstens gelijk is aan die van de erkenning. De naam van de verantwoordelijke moet op alle overgelegde stukken voorkomen.

Art. 283. § 1. De erkenning van een natuurlijke of een rechtspersoon of van elke vereniging van natuurlijke personen, die niet werd ingetrokken tijdens de vorige erkenningsperiode, kan vernieuwd worden onder de volgende voorwaarden :

1° voor gemeentelijke plannen van aanleg :

a) voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 282, § 1; de overgelegde plannen en ontwerpen zijn evenwel degene die hij/zij tijdens de duur van zijn/haar erkenning heeft opgemaakt;

b) bewijzen dat hij/zij of zijn/haar personeel of zijn/haar medewerkers, tijdens de duur van de erkenning seminars of colloquia heeft bijgewoond of cursussen of andere opleidingen heeft gevolgd betreffende stedenbouw en ruimtelijke ordening;

2° voor gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen :

a) voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 282, § 2; de overgelegde plannen en reglementen zijn evenwel degene die hij/zij tijdens de duur van zijn/haar erkenning heeft opgemaakt;

b) bewijzen dat hij/zij of zijn/haar personeel of zijn/haar medewerkers tijdens de duur van de erkenning seminars of colloquia heeft bijgewoond of cursussen of andere opleidingen heeft gevolgd zoals bedoeld in artikel 282, § 2;

§ 2. Indien de erkenning van een natuurlijke persoon of rechtspersoon, of van een vereniging van natuurlijke personen niet vernieuwd wordt, kan een nieuwe erkenningsaanvraag pas ingediend worden na een termijn die bepaald is in de beslissing van de Minister van Ruimtelijke Ordening.

Art. 283/1. § 1. De aanvraag om erkenning of om vernieuwing ervan moet aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gericht worden en bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend worden bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. De aanvraag moet vergezeld gaan van de diploma's of referenties die vereist zijn krachtens artikel 282 of 283, al naar gelang het geval. Ze moet de categorie vermelden waarvoor de erkenning gevraagd wordt.

Het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium zendt het dossier van de erkenningsaanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan naar de Erkenningscommissie bedoeld in artikel 281. De Erkenningscommissie brengt advies uit binnen veertig dagen na het bericht van ontvangst van het dossier en bezorgt de aanvrager een afschrift; bij gebrek aan een uitdrukkelijk advies, wordt het geacht gunstig te zijn.

De beslissing van de Minister van Ruimtelijke Ordening wordt binnen vijfenzeventig dagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag, door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 283/2. § 1. De Minister van Ruimtelijke Ordening kan de erkenning intrekken als de erkende persoon de krachtens dit Wetboek opgelegde verplichtingen niet nakomt.

§ 2. Wanneer de Minister van Ruimtelijke Ordening oordeelt dat een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijk structuurplan of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement niet volgens de regels is opgemaakt door de erkende persoon of niet overeenstemt met de doelstellingen waarvan sprake in artikel 1, § 1, stelt hij dat vast in een aanmaning die hij aan die persoon betekent.

Indien hij hetzelfde vaststelt voor een later document, kan de Minister van Ruimtelijke Ordening de erkenning intrekken.

§ 3. Elk besluit tot intrekking wordt ter advies aan de in artikel 281 bedoelde Erkenningscommissie voorgelegd. De Erkenningscommissie brengt advies uit binnen de door de Minister van Ruimtelijke Ordening voorgeschreven termijn, na de erkende persoon de mogelijkheid te hebben gegeven zijn opmerkingen mede te delen.

§ 4. De natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de vereniging van natuurlijke personen van wie de erkenning werd ingetrokken, mag zijn/haar aanvraag om nieuwe erkenning pas indienen na afloop van een termijn die de Minister van Ruimtelijke Ordening bepaalt in het besluit tot intrekking.

Art. 283/3. Alle beslissingen i.v.m. de erkenning, de vernieuwing of de intrekking ervan worden bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 283/4. De natuurlijke personen en rechtspersonen die erkend zijn krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 april 1990 behouden hun erkenning gedurende een termijn van achttien maanden, te rekenen van 13 maart 1998, zelfs indien de erkenning in de loop van die termijn vervalt.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 6 mei 1999 houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN